

Conjoncture Internationale **G20 : Mesures face à la crise mondiale**

Malgré le scepticisme et les appréhensions qui ont entouré le sommet du G20 tenu les 2 et 3 avril 2009 à Londres, ce dernier rassemblement des économies riches et émergentes semble couronné de succès.

Dans le cadre du plan de relance de l'activité mondiale, les dirigeants réunis à cette occasion se sont concertés à injecter 1100 milliards de dollars des Etats-Unis supplémentaires dans l'économie mondiale par le biais d'institutions financières Internationales.

Le Fonds Monétaire International, considéré comme le grand vainqueur du sommet, voit ses ressources tripler, passant de 250 à 750 milliards de dollars.

Des ressources de prêts supplémentaires d'une valeur de 250 milliards de dollars seront mises à la disposition du FMI pour être incorporées dans le cadre assoupli des nouveaux accords d'emprunt (NAE), les portant ainsi à un montant total de 500 milliards de dollars. Ces ressources sont destinées à soutenir plus efficacement les pays émergents et les pays à faible revenu touchés de plein fouet par la crise et qui contrairement aux pays développés n'ont pas la possibilité de mettre en place des programmes de soutien budgétaire. Selon la Banque Mondiale, la croissance des pays en développement s'établirait à 2,1% en 2009 contre 5,8% en 2008.

Les droits de tirage spéciaux (DTS), unité de compte du FMI, seront augmentés de 250 milliards de dollars américains, ce qui permettra sûrement d'augmenter les réserves des banques centrales et d'aider les pays à stabiliser leurs monnaies.

Le FMI sera également autorisé à vendre une partie de son stock en or, soit 403,3 tonnes d'or, estimés à 6 milliards de dollars. Le produit de cette vente servira à financer de nouveaux prêts à des taux très préférentiels aux pays les plus démunis et dont la balance des paiements et la monnaie sont menacées.

Le G20 mobilisera 100 milliards de dollars d'aide aux banques de développement dont la Banque Asiatique de Développement et la Banque Africaine de Développement.

Par ailleurs, le G20 a annoncé que 250 milliards de dollars seront consacrés au financement des échanges commerciaux au cours des deux prochaines années sous forme de crédits à l'exportation ou à travers des Agences d'Investissement et des banques multilatérales de développement.

Selon les perspectives économiques mondiales 2009 publiées par la Banque Mondiale, le commerce risque d'enregistrer son recul le plus significatif depuis 80 ans.

La BM estime à 6,1% le tassement du volume des échanges de biens et des services au niveau mondial en 2009. Il est également prévu que la valeur des échanges va chuter encore plus en raison du fort recul des prix des matières premières.

La pénurie des crédits commerciaux a manifestement paralysé les exportateurs qui ont de plus en plus du mal à accéder aux ressources financières.

Afin de soutenir le commerce mondial, la Banque Mondiale a mis en place le programme de liquidité pour le commerce mondial, Global Trade Liquidity Program (GTLP) en partenariat avec d'autres institutions financières internationales.

Il s'agit de mobiliser cinq milliards de dollars à travers des banques internationales ou régionales pour soutenir les échanges commerciaux sur les marchés en développement à hauteur de 50 millions de dollars sur une période de trois ans. Ce programme permettra aux banques d'accorder des prêts plus importants en faveur des échanges commerciaux, le financement sera assuré à raison de 40% par le GTLP et 60% par les banques.

D'autres actions ont été entreprises par la Banque Mondiale en faveur du commerce. Il s'agit du plan de financement du commerce mondial mis en place par la Société Financière Internationale (IFC) pour aider les petites banques privées et les entreprises. La Banque Mondiale prévoit par ailleurs de constituer un fonds fiduciaire de 40 millions de dollars pour financer des mesures visant à consolider l'infrastructure, à améliorer la logistique du transport et les procédures douanières dans les pays en développement ainsi que d'accroître les prêts commerciaux pour l'exercice budgétaire 2009.

D'autres mesures ont été annoncées en marge du sommet, portant essentiellement sur une meilleure gestion des fonds d'investissement spéculatifs « Hedge Funds », premiers responsables de la volatilité sur les marchés financiers, lesquels feront certainement l'objet d'une réglementation aussi précise que possible selon les dirigeants du G20.

Les informations relatives à ces fonds ou à leurs gérants devraient être centralisées auprès d'une autorité de tutelle et accessibles d'un pays à un autre.

Le G20 s'est, par ailleurs, engagé à prendre des sanctions contre les paradis fiscaux qui refusent de se conformer aux standards internationaux en signant des accords bilatéraux de coopération fiscale aux normes de l'OCDE.

Regroupant les autorités de tutelle du secteur financier des pays du G7, le Fonds de la Stabilité Financière (FSF) a été créé à l'origine en 1999 pour prévenir sur les pratiques jugées dangereuses pour l'équilibre du système financier international, et dans la mesure où il n'avait pas suffisamment de poids pour alerter sur la crise actuelle, ses pouvoirs seront renforcés en le transformant en Conseil de la Stabilité Financière élargi à tous les membres du G20 et sera doté d'une structure permanente chargée de surveiller, réguler et normaliser les déséquilibres macroéconomiques ; rôle qu'elle partagera avec le FMI.

En matière de rémunérations dans le secteur de la finance, de nouvelles règles sur les salaires et les bonus au niveau mondial seront mises au point afin d'éviter les prises de risques excessives tout en reflétant les performances réelles de l'entreprise.

L'OMC, Organisation Mondiale du Commerce, a été pour sa part mandatée à surveiller les pays érigeant de nouvelles barrières commerciales.

Source : FMI, Banque Mondiale, Le Figaro, Le Monde.